

REÇU LE

10 OCT. 2023

PRÉFECTURE
DE LA Vienne
AGENCE RÉGIONALE DE LA BIODIVERSITÉ DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 2

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°ARBNA-2023-11

Objet : Convention de transfert

Administrateurs PRESENTS : 21	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Joëlle MARIE-REINE SCIARD OFB : Nicolas SURUGUE, Amandine EYNAUDI Etat : Jonathan LEMEUNIER (SGAR), Bénédicte GUERINEL (DREAL), Agence de l'Eau Adour-Garonne : Nicolas ILBERT CD24 : Florence GAUTHIER PNR : Catherine HORNEBECK Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique : Coralie PRADEL Biosena : Pascale GARCIA LPO : Céline GRACIEUX FNE NA : Serge URBANO URCAUE : Yannick COULAUD Réserves naturelles de France : Kévin LELARGE Fédération Régionale des Chasseurs : Jean-François SEGUY Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER Personne qualifiée (CSRPN) : Christian ARTHUR SOLTENA : Valérie HOUMEAU Représentant du personnel : Valérie BARBIER
Administrateurs ABSENTS : 7	CD33 Grand Poitiers Centre National de la Propriété Forestière NA Conservatoire d'espace naturel NA Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins NA Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques NA Chambre Régionale d'Agriculture NA
INVITES	Région NA : Mathieu LABROUSSE, Arnaud GUEGUEN, Anne-Sophie CHAPLAIN, Catherine MENARD ; OFB : Véronique CESARI ; DREAL : Vincent DORDAIN, Marie ROZAT ; CD24 : Cathy PRIGENT ; CD33 : Franck UTEAU ; Grand Poitiers : Yvonnick GUINARD ; CEN : Fabrice Grèze

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1431-1 à L.1431-9 et R.1431-1 à R.1431-21,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative aux Etablissements publics de coopération culturelle, modifiée par la loi n° 2006-723 du 22 juin 2006 et adaptée à la thématique environnementale par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016,

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu le décret n°2017-402 du 27 mars 2017 relatif aux établissements de coopération environnementale,

Vu la convention du 24 mars 2022 portant sur l'évolution de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine, en application de la convention cadre Etat-Région pour la reconquête de la biodiversité,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité n°2023-03 du 16 mars 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts,

Vu la délibération du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine n°2023.504.SP du 27 mars 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts,

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 3 juillet 2023 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale dénommé Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les statuts annexés à l'arrêté susvisés, et notamment l'article 10 relatif aux attributions du conseil d'administration,

Considérant la nécessité de détailler les éléments concernés par le transfert de l'association vers l'EPCE,

Considérant l'importance de respecter un certain nombre de procédures et de calendriers de manière à aboutir à un transfert serein juridiquement solide,

Considérant la nécessité de cosigner à ces fins une convention encadrant le transfert,

Considérant le projet de convention transmis dans le dossier de séance présenté au conseil d'administration,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

De valider la nécessité d'une convention de transfert précisant les conditions et calendriers du transfert des agents volontaires, de l'activité, des biens matériels et immatériels de l'association vers l'EPCE,

De donner pouvoir au président pour signer ladite convention, sous réserve des modifications mineures apportées dans le cadre des échanges en cours de finalisation entre le cabinet juridique, l'association ARB NA et le président de l'EPCE,

D'approuver la mise en œuvre immédiate de ladite convention par l'EPCE, avec l'appui de l'association et des copilotes (Région Nouvelle-Aquitaine et Office Français de la Biodiversité notamment),

La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne

Fait à *Chasseneuil-du-Poitou*

Le **22 SEP. 2023**

Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine



CONVENTION DE TRANSFERT D'ACTIVITÉ

ENTRE :

1. L'Association dénommée Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle Aquitaine (ARB NA), dont le siège social est situé Téléport 4 – ANTARES - avenue du Futuroscope, BP 50163 – Chasseneuil du Poitou 86962 FUTUROSCOPE, enregistrée sous le numéro de SIRET 83287903500018,

Et représentée par son Président en exercice, Monsieur Alain DUTARTRE, spécialement habilité aux fins des présentes aux termes d'un Conseil d'Administration / AG en date du ??? à compléter

D'une part,

Et,

2. L'établissement public de coopération environnementale dénommé Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle Aquitaine dont le siège social est situé au Téléport 4 – Antares - Avenue du Futuroscope - B.P. 50163 - Chasseneuil du Poitou à FUTUROSCOPE CEDEX (86962), enregistré sous le n° de SIRET : 200 101 012 00017

Et représenté par son Président/e en exercice, Monsieur Guillaume RIOU, spécialement habilité aux fins des présentes aux termes d'un Conseil d'Administration en date du 22 septembre 2023

D'autre part,

EXPOSE PREALABLE

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 confère la possibilité aux Régions et à l'État, à travers l'Office français de la Biodiversité (OFB) de créer conjointement des agences régionales de la biodiversité (ARB).

Les Régions disposent depuis la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 d'un chef de fil en matière de protection de la biodiversité (L1111-9 du CGCT), et sont ainsi chargées d'organiser les modalités de l'action commune des collectivités et de leurs groupements.

Dans ce cadre, l'OFB favorise, avec les Régions volontaires, l'émergence ou le renforcement de dynamiques locales nouvelles que sont les Agences Régionales de la Biodiversité, avec pour objectif de renforcer et d'accompagner les actions de connaissance et de protection des écosystèmes, de mobiliser les acteurs territoriaux autour des enjeux de la biodiversité.

La Région Nouvelle-Aquitaine s'est dotée d'une ARB dès 2018, issue de la fusion de l'Agence Régionale pour la Biodiversité en Aquitaine (ARBA) et de l'Observatoire Régional de l'Environnement de Poitou-Charentes (ORE), structures préexistantes à la loi de reconquête de la biodiversité du 8 août 2016.

Cette Agence, relevant du statut d'association loi de 1901, a été désignée comme l'une des agences de la Région Nouvelle-Aquitaine, afin de l'accompagner dans la définition et la mise en œuvre de sa politique biodiversité.

Considérant l'importance des enjeux régionaux relatifs à la biodiversité, la Région, l'Etat, l'OFB et l'Agence, portés par une ambition commune, se sont accordés sur la nécessité de faire évoluer la structure.

La modification de son statut juridique vers un établissement public de coopération environnementale vise notamment à permettre l'intégration des services de l'Etat et de son opérateur l'OFB à sa gouvernance - conformément au cadre instauré par la loi pour la reconquête de la Biodiversité du 8 août 2016- mais également à sécuriser son budget tout en lui donnant de la visibilité sur le long terme.

L'ARB-NA, dans son rôle d'ensemblier et d'animateur territorial, permettra de :

- asseoir une structure référente à l'échelle régionale sur les questions de la biodiversité et de l'eau, avec la capacité d'analyse intégrée des multiples enjeux des territoires (biodiversité, économie, agriculture, sociologie, climat...) et des réflexions prospectives
- accompagner les acteurs institutionnels régionaux et départementaux dans la mise en œuvre des politiques publiques favorables à la biodiversité en démultipliant les actions de préservation et de protection de la biodiversité
- sensibiliser les partenaires institutionnels, les socio-professionnels et les citoyens, aux enjeux de la biodiversité.

Pour réaliser ce changement de statut juridique, l'Assemblée Générale de l'Association Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle Aquitaine s'est réunie le 13 juin 2023, et a adopté la résolution suivante :

« L'Assemblée Générale prend acte du projet de transfert de l'activité de celle-ci au bénéfice de l'EPCE ARB NA dont la création est prévue le 1er juillet 2023. Pour permettre la création de ce nouvel établissement public, l'Assemblée Générale prend acte qu'une convention de transfert détaillant les questions liées aux salariés, aux finances de l'association, aux relations contractuelles en cours, ainsi que le patrimoine matériel et immatériel, sera établie entre l'association et cet établissement en cours de création. Cette Convention permettra la dissolution de l'association qui interviendra au plus tard le 30 novembre 2023 dès lors que le transfert de l'activité de l'association aura été juridiquement encadré. L'Assemblée Générale prend acte de la convocation à venir d'une Assemblée Générale Extraordinaire qui se prononcera sur la dissolution de l'association après signature de la convention de transfert entre les parties prenantes, qui sera ensuite suivie d'une phase de liquidation permettant d'exécuter la convention de transfert dans toutes ses dimensions notamment humaines, patrimoniales et financières »

Par arrêté en date du 3 juillet 2023, le préfet de la région nouvelle Aquitaine a décidé de créer un établissement public de coopération environnementale (auquel sont annexés les statuts de l'établissement) dénommé « Agence régionale de la biodiversité nouvelle aquitaine ». (Annexe n°3)

Par arrêté pris le 4 juillet 2023 par cette même autorité, a été nommée la payeuse régionale nouvelle Aquitaine comme comptable assignataire de ce nouvel établissement public. (Annexe n°4)

En conformité avec les statuts de l'établissement public de coopération environnementale nouvellement créé, le projet de la présente convention de transfert a été approuvé par son conseil d'administration réuni en séance du 22 septembre 2023 et son président a été autorisé à signer cet

acte pour lui donner tous les effets juridiques détaillés ci-dessous. (Annexe n°6). Le projet n'étant pas à ce stade consolidé, il est possible qu'il y ait des modifications demandées en séance.

En ce qui concerne l'association ARB NA, le projet de convention de transfert a été soumis à l'approbation de son conseil d'administration/ son Assemblée générale réuni(e) dans le respect des exigences statutaires. (Annexe n°5)

Les termes de cette Convention ont été approuvés par l'instance réunie le A COMPLETER, et le Président de l'association a été autorisé à signer cet acte juridique prévoyant les conditions de transfert de l'activité au bénéfice de l'EPCE dénommé « Agence régionale de la biodiversité nouvelle aquitaine », détaillée comme suit :

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES

ARTICLE 1^{ER} : CAPACITE

Les représentants de chacune des parties à la convention déclarent qu'à la date de la signature de la présente convention :

- Ils ne font l'objet d'aucune mesure ou de procédure notamment relatives aux incapables majeurs susceptibles de restreindre leurs capacités civiles ou de constituer un obstacle à la libre disposition de leurs biens
- Ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite, liquidation redressement judiciaire ou cessation de paiement
- Ils ne sont pas susceptibles d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de leurs biens

ARTICLE 2 : CESSATION ET DESIGNATION DES BIENS MATERIELS ET IMMATERIELS

Par les présentes, Monsieur Alain Dutartre, agissant en qualité de représentant dûment habilité de l'association ARB NA, cède à l'EPCE ARB NA, ce qui est accepté par Monsieur Guillaume RIOU en qualité de président de cet établissement public, dûment habilité, les éléments correspondants aux missions détaillées comme suit :

- La mobilisation et la valorisation de la connaissance de la biodiversité et de l'eau en Nouvelle Aquitaine
- L'animation d'un forum d'acteurs
- L'accompagnement des porteurs de projets

Article 2.1 : Les biens matériels

Un inventaire détaillé des biens matériels de l'Association ARB NA a été réalisé. Celui-ci se trouve annexé à la présente convention. (Annexe n°7) *(la valeur d'acquisition et l'amortissement seront identifiés lors de la clôture comptable de fin novembre 2023)*

L'EPCE ARB NA approuve cet inventaire, et recevra, à compter du 1^{er} décembre 2023, la propriété et la jouissance de ces biens.

L'EPCE ARB NA prendra les éléments transférés comprenant les objets, mobiliers, matériels et marchandises dans l'état où le tout se trouve au jour de l'entrée en jouissance sans pouvoir réclamer aucune indemnité, pour quelques causes que ce soit, notamment pour cause de vétusté ou de dégradation des objets, mobilier, matériel et marchandises.

Article 2.2 : Les biens immatériels

Les biens immatériels appartenant à l'association ARB NA sont transférés au bénéfice de l'EPCE ARB NA. Ces biens concernent :

- L'ensemble des données contenues notamment sur un serveur,
- Les sites internet et l'adresse internet comprenant les codes et mots de passes
-
- Les contenus rédactionnels et photographiques
- Les éléments relatifs à l'identification visuelle de l'association ARB NA, sa dénomination, son logo avec ses déclinaisons
- Les noms de domaines suivants (*prestataire GANDI cout annuel moyen 3900 €*) :
 - arb-na.fr
 - biodiversite-nouvelle-aquitaine.fr
 - biodiversité-nouvelle-aquitaine.org
 - eau-nouvelle-aquitaine.fr
 - eau-poitou-charentes.org
 - eee-nouvelle-aquitaine.fr
 - enjeux-biodiversite.fr
 - erc-nouvelle-aquitaine.fr
 - observatoire-environnement.org
 - orenva.org
 - piezo-poitou-charentes.org
 - pollinisateurs-nouvelle-aquitaine.fr
 - re-sources-nouvelle-aquitaine.fr
 - tvb-nouvelle-aquitaine.fr
- Les profils créés sur les différents réseaux sociaux à savoir :
 - Facebook : <https://www.facebook.com/ARBNIleAquitaine/> dont l'identifiant est : communication@aquitaine-arb.fr, rattaché au profil de Jean Dupont
 - You tube : <https://www.youtube.com/channel/UCTSoXMkkwN-iT9MP9o5txDw/>, dont l'identifiant est : communication@aquitaine-arb.fr, rattaché au profil @arbnouvelle-aquitaine3728
 - Vimeo : <https://vimeo.com/arbna/> dont l'identifiant est : contact@arb-na.fr
 - LinkedIn : <https://fr.linkedin.com/company/agence-r%C3%A9gionale-de-la-biodiversit%C3%A9-nouvelle-aquitaine/> rattaché au profil de marie Sellier (profil perso)
 - Twitter : identifiant communication@aquitaine-arb.fr
- Les logiciels dont un abonnement ou un achat a été réalisé par l'association, en cours de validité à la date du transfert effectif de l'activité fixée le 1^{er} décembre 2023 (*date et valeur d'achat à venir*)

L'ensemble des biens immatériels a été inventorié selon une liste annexée à la présente convention et portée à la connaissance de l'EPCE ARB NA. (Annexe n°8)

ARTICLE 3 : LE TRANSFERT DES CONTRATS DE PRESTATAIRES

Dans le cadre du fonctionnement de l'association ARB NA, un certain nombre de contrats ont été conclus avec des prestataires.

En raison de la décision de transférer l'intégralité de l'activité de l'association, certains de ces contrats ont fait l'objet d'une demande de transfert au profit de l'EPCE, d'autres ont été résiliés, d'autres sont des contrats à terme et d'autres sont conservés le temps de la liquidation.

L'association ARB NA a donc adressé une demande de transfert de contrats auprès des prestataires suivants :

Demande de transfert des contrats :

Fournisseurs	Objet de la prestation	Demande de transfert le	Montant/an 2022	Réponse apportée
Kelio Angers	Badgeuse Poitiers et Bordeaux	31/07/2023	626	En attente
La Conciergerie Darwin Bordeaux	Services & courrier Darwin 33	31/07/2023	685	Avenant à venir
La poste	Service Boite postale	31/07/2023	120	En attente
EDF 86	Électricité bureaux & salle Réunion	31/07/2023	2500	En cours
Orange	Contrat location du standard téléph	31/07/2023	1860	Un avenant à signer
Orange service Business	Abonnement Téléphone et Internet	31/07/2023	4700	Avenant en cours
Orange	Supplément internet pour + rapidité	31/07/2023	780	Avenant en cours
SFERE	Sav et copies N/B et couleur	31/07/2023	700	
BNP paribas	financement location copieur	31/07/2023	1860	Refus du transfert =indemnités à payer environ 1400 €
Maïf Assurances	Assu véhicules +locaux +personnel	31/08/2023	7680	Transfert impossible Résiliation imposée =demande de devis à faire au 15 nov
Harmonie Mutuelle	Mutuelle des salariés	18/09/2023	20000	Possible de conserver ce contrat Cette disposition sera présentée en CA de l'EPCE en novembre 2023

Contrats définitivement résiliés ou Contrats à terme (sans tacite reconduction)

Fournisseurs	Objet de la prestation	Résilié ou a résilié le
Indicator Editions Francis Levevre	Abonnement en droit privé	Résilié au 30/11/2023
Ten France	Abonnement droit social privé	Demande de résiliation le 31/07/2023
Interparking	Place de PK proche Darwin	Résilié au 30/11/2023
Ulys Péage	Badges péages	En septembre voir si résiliation
Zoom 2 comptes	Visio-conférences	Annuler pour Teams ?

Orange	Téléphone portable volant	Résilié au 30/11/2023
Toyota	2 véhicules en location 86-33	Fin des contrats en oct et novembre 2023
ASSTV 86	Médecine du travail 86	Demande de résiliation le 31/07/2023
AHI 33	Médecine du travail 33	Demande de résiliation le 31/07/2023
Crédit Coopératif Banque	1 carte bancaire Trouslot	En septembre
Crédit Coopératif Banque	Fermeture ligne crédit	En septembre

Contrats à terme à relancer le cas échéant car utile à l'activité

prestataires	objet	Paiement acquitté jusqu'au	Montant annuel/2022
TDI Services Futur et Soft	Bloc antivirus contrat de 3 ans(10/5/22)	Payé jusqu'au 09/05/2025 A transférer au 1 ^{er} /12/23	270 €
Veille eau env	Abonnement documentation Eau pour 3 salariés	Payé jusqu'au 15/09/2024 A transférer au 1 ^{er} /12/23	60 €
Actu environnement	Abonnement info biodiversité	Payé jusqu'au 23/10/2024 A transférer au 1 ^{er} /12/23	590 €
Klaxoon	Abonnement logiciel Com	Payé jusqu'au 27/06/2024 A transférer au 1 ^{er} /12/23	201 €
Adobe	Abonnement 2 carto et com	Payé jusqu'au 12/11/2024 A transférer au 1 ^{er} /12/23	360 €
Meister	Abonnement pour indicateurs	Payé jusqu'au 16/02/2024 A transférer au 1 ^{er} /12/23	119 €

Le liquidateur qui sera nommé par l'association ARB NA lors de sa dissolution, sera chargé de procéder aux résiliations suivantes après clôture définitive des comptes :

Contrats à conserver le temps de la liquidation :

AG2R	Retraite association	Décalage des paiements
Apicil	Prévoyance des salariés	Décalage des paiements
TGS France	Expert-comptable et social	Compta à réaliser au 30/11/2023
Adventi	Logiciel de comptabilité	A résilier au 31/12/2023 car compta à faire
DUO Solutions	Commissariat aux comptes	Compta à réaliser au 30/11/2023
URSSAF	Charges salariales	Décalage des paiements
Crédit Coopératif	Banque clôture de compte	après fin liquidation

ARTICLE 4 : LE TRANSFERT DES CONVENTIONS DE FINANCEMENTS

L'association ARB NA a obtenu l'attribution d'aides publiques pour répondre à ses besoins de fonctionnement ainsi qu'aux actions menées dans le cadre de ses missions.

Ainsi, l'Association ARB NA déclare avoir conclu les conventions suivantes :

Identité financeur public	Intitulé de la Convention	N° de convention	Date de signature	Montant subvention attribué	Date de demande transfert	Réponse apportée
---------------------------	---------------------------	------------------	-------------------	-----------------------------	---------------------------	------------------

Europe Région Nouvelle Aquitaine	Aide européenne FEDER/ FSE dans le cadre du programme opérationnel FEDER/FSE Poitou- Charentes 2014 – 2020	n°P-2021- BAFE 83 Biodiversité	25/11/2021	138 147€	18/7/2023	a priori paiement avant le 30/11/2023 si paiement avant le 30/11 RNA fait des avenants
Europe Région Nouvelle Aquitaine	Aide européenne FEDER/ FSE dans le cadre du programme opérationnel FEDER- FSE Poitou- Charentes 2014 – 2020	n° P– 2021 – BAFE 82 Eau	25/11/2021	168 386 €	18/7/2023	a priori paiement avant le 30/11/2023 si paiement avant le 30/11 RNA fait des avenants
Europe Syndicat mixte de gestion du parc naturel régional Périgord- limousin.	Partenariat et de reversement du projet dénommé « Abeilles sauvages dans les PNR de nouvelle Aquitaine, implémentation dans les politiques sectorielles »	LIFE19NA T/FR/0097 5	14/03/2022	125 632 €/5ans	18/7/2023	Un avenant reçu fin aout
INRAE	Convention de collaboration et de reversement d'une subvention versée par l'AEAG dans le cadre du projet « VIGIE- LACS	VD031022	13/12/2022	29 559 €/5ans	18/07/2023	Un courrier d'accord de principe. Attente de l'avenant.
L'agence de l'eau Adour – Garonne.	Aide en matière de préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité	REG-2023- 00260	28/03/2023	61 118 €	18/07/2023	En attente
L'Agence de l'eau Loire- Bretagne	Aide financière pour le programme d'action 2023	Dossier :21 0829201 N°RIC :148 402	9/05/2023	40 000 €	18/07/2023	En attente
Direction Régionale Environnem ent, Aménagement	Convention attributive de subvention au développement d'activités pour	n° 210400741 3	12/05/2023	71 943€	18/07/2023	En cours avec service Dreal

ent, Logement	un programme d'actions 2023					
Région Nouvelle Aquitaine	L'attribution d'une subvention pour l'opération dénommée « Fonctionnement 2023 de l'agence régionale de la biodiversité »	n° 2022/ 22075320	30/11/2022	335 509€	18/07/2023	Accord reçu le 31/08/2023
Région Nouvelle Aquitaine	Une convention attributive de subvention 2023 pour un projet intitulé « programme d'actions 2023 »	n°2556062 0	9/05/2023	410 442 €	18/07/2023	Accord reçu le 31/08/2023

En annexes de la présente convention, un tableau de suivi des financements publics a été établi pour les années 2021, 2022 et 2023. (Annexes n°9)

Les parties se sont accordées sur les sommes restant à percevoir au titre des différentes aides susmentionnées.

L'EPCE se chargera de la signature des avenants nécessaires pour recevoir le solde des financements publics restant dû au titre des différentes conventions signées par l'association ARB NA, à compter du 1^{er} décembre 2023.

L'EPCE s'engage à justifier de l'ensemble des actions concernées par les différentes conventions de financements publics sus indiqués, conformément aux exigences posées par chacun de ses cocontractants.

La signature de la présente Convention a pour effet de décharger l'association ARB NA de toutes obligations à l'égard des différents financeurs publics avec lesquels une convention a été signée.

Par ailleurs, l'EPCE s'engage à prendre à sa charge et à justifier, en lien avec l'activité de l'association, les dépenses à hauteur de 150 000 € correspondant à la part financée par l'OFB sur le programme d'actions 2023 de l'ARB NA association. Une somme dépensée par l'association, mais selon les statuts de l'EPCE, perçue par celui-ci.

Convention de partenariat sans financement

Identité du cosignataire	Intitulé de la Convention	Date de signature	Objet	demande de transfert le	Réponse apportée
France Nature Environnement NA	Convention cadre de partenariat	2021	Participation et collaboration volontaire d'associations aux travaux de l'ARB NA	A faire	
GIPATEGERI	Convention de partenariat	15/06/2020	Mise à disposition de données numériques	En cours	

ARTICLE 5 : TRANSFERT DES SALAIRES DE L'ASSOCIATION

Aux termes des dispositions de l'article L.445-3 du code général de la fonction publique :

« Les conditions dans lesquelles il est proposé à un salarié de droit privé relevant d'une entité dont l'activité est transférée à une personne publique dans le cadre d'un service public administratif un contrat de droit public sont définies à l'article L. 1224-3 du code du travail. »

Aux termes des dispositions de l'article L.1224-3 du code du travail :

« Lorsque l'activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé est, par transfert de cette entité, reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif, il appartient à cette personne publique de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.

Sauf disposition légale ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contrares, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.

Les services accomplis au sein de l'entité économique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil. »

En cas de refus des salariés d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique applique les dispositions relatives aux agents licenciés prévues par le droit du travail et par leur contrat »

Ainsi, l'opération de transfert tient compte des exigences légales sus rappelées.

Il est rappelé que l'Association ARB NA compte, au jour de la signature de la convention, 18 salariés dont les identités, contrats, fonctions et conditions de rémunérations ont été recensés selon un tableau joint en annexe, ainsi qu'un organigramme. (Annexes n°10 et n°11)

Les droits des salariés sont régis par les textes suivants :

- Le code du travail
- La convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire (13 août 1999) : https://www.legifrance.gouv.fr/conv_coll/id/KALICONT000005635550
- L'accord d'entreprise d'aménagement du temps de travail (2020)
- La charte du télétravail interne à l'Association (2021)
- Le contrat collectif d'assurance frais de santé conclu entre ARB-NA et Harmonie Mutuelle (2018)

Les contrats de travail et autres éléments relatifs à la paie des salariés de l'association ARB NA ont été effectivement remis à l'EPCE ARB NA qui, par la signature de la présente convention, reconnaît les avoir effectivement reçus.

En application du texte sus rappelé, l'EPCE ARB NA s'engage à proposer à chaque salarié, **au plus tard le 1^{er} octobre 2023**, par écrit, un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.

Un projet d'organigramme est annexé à la présente convention recensant les postes proposés par l'EPCE dans le cadre de l'opération de transfert d'activité. (Annexe n°12)

L'EPCE ARB NA est parfaitement informé des avantages attribués aux salariés à savoir :

- En ce qui concerne l'organisation du travail :
 - Les horaires variables : entrée possible entre 8h et 9h30, pause méridienne entre 11h45 à 14h00, sortie possible de 17h00 à 19h15 (16h30 le vendredi) ;
 - La durée hebdomadaire de travail est de 39 heures répartie du lundi au vendredi (journée 7h48 et demi-journée de 3h54)
 - Nombre de jours de télétravail fixé à 2 jours /semaine par charte du télétravail ; depuis le Covid un usage de 3 jours de télétravail/semaine existe (ou 2 jours de présence bureau minimum par semaine), sans que les jours soient imposés sauf le lundi jour de présence bureau, étant précisé que sont éligibles au télétravail les salariés à temps plein et ceux à temps partiel à minimum 80%.
 - Le temps de déplacement lié à la réalisation du travail est considéré comme du temps travaillé (hors trajet domicile/agence de rattachement)
 - Les heures supplémentaires sont rémunérées seulement si elles ont été demandées et validées par l'employeur
- En ce qui concerne les RTT accordées:
 - 23 jours de RTT par an maximum pour un salarié à temps plein (CDI ou CDD) acquis du 1/01 au 31/12, dès lors qu'il a été présent durant toute la période de référence hormis congés payés et jours fériés :
 - 12 RTT pris à l'initiative du salarié et 11 à l'initiative de l'employeur
 - toute absence (hors congés payés et jours fériés) entraîne une réduction des RTT : pour 5 jours d'absence (continue ou non) => moins 1/2 journée de RTT
 - en cas d'embauche en cours d'année : RTT attribués au prorata du temps réalisé
 - la prise des RTT peut se faire par 1/2 journées
- En ce qui concerne les congés payés :
 - En cas de départ en cours d'année, les jours non pris seront pris ou payés avec le solde de tout compte au prorata du temps de présence calculé sur l'année de référence
 - Pour les salariés ou apprentis ayant moins de 21 ans au 30 avril de l'année précédente, ceux-ci ont droit à deux jours de congés supplémentaires par enfant à charge
 - Des congés pour ancienneté sont accordés à savoir :
 - #5 années d'ancienneté donnent droit à 1 jour ouvré supplémentaire
 - # 10 années d'ancienneté donnent droit à 2 jours ouvrés supplémentaires
 - #15 années d'ancienneté donnent droit à 3 jours ouvrés supplémentaires
 - # 20 années d'ancienneté donnent droit à 4 jours ouvrés supplémentaires
- En ce qui concerne la mutuelle : un Contrat famille uniquement avec une cotisation mensuelle de 142,73 € par mois par famille avec prise en charge de 70% par l'entreprise.
- Attribution de tickets restaurant : 6€/jour travaillé avec prise en charge entreprise de 60%, et de chèques cadeaux en fin d'année au taux maximum d'exonération accordé par l'administration fiscale (183 € maxi en 2023)
- En ce qui concerne la prévoyance : Invalidité entre 15% et 30% du salaire brut annuel en fonction de l'invalidité / Décès : 150% et 300% si accident et pour les cadres mini / 400% tranche A

- En ce qui concerne la rémunération des salariés en cas de maladie, il est prévu un **maintien de salaire en cas de maladie pour les cadres ou non cadres, avec prise en charge totale au 1er jour**, c'est un usage car la convention collective fixe une prise en charge au 2ème jour pour les cadres et au 8ème jour pour les non cadres). Pour les cadres et étendu par usage aux salariés non-cadre, il est prévu un maintien du salaire en fonction de l'ancienneté :
 - jusqu'à 3 ans d'ancienneté : 60 jours à 90% du salaire et 30 jours à 75%
 - de 3 à 8 d'ancienneté : 120 jours à 90% et 30 jours à 80%
 - de 8 à 12 ans d'ancienneté : 150 jours à 90% et 60 jours à 80%
 - au-delà de 12 ans d'ancienneté : 180 jours à 90% et 90 jours à 80% soit près de 270 jours
- En ce qui concerne la rupture du contrat de travail, le préavis est prévu de la manière suivante :
 - 1 mois pour les employés en cas de rupture à l'initiative de l'employeur, sauf en cas de faute lourde, grave ou force majeure, et le délai de 2 mois après 2 années d'ancienneté
 - 2 mois pour les techniciens et agents de maîtrise
 - 3 mois pour les cadres
- En ce qui concerne l'indemnité de licenciement, hors faute grave ou faute lourde :
 - **Pour les agents non cadres :**
Indemnité de licenciement : tout salarié licencié, lorsqu'il a droit au délai-congé reçoit à partir de 2 ans d'ancienneté une indemnité calculée selon un barème progressif par tranche d'ancienneté :
 - pour la tranche de 0 à 5 ans : 1/10 de mois par année d'ancienneté à compter de la 1re année ;
 - pour la tranche de 6 à 10 ans : 1/7 de mois par année d'ancienneté au-delà de la 5e année ;
 - pour la tranche de 11 à 20 ans : 1/5 de mois par année d'ancienneté au-delà de la 10e année ;
 - pour la tranche de 21 à 30 ans : 1/4 de mois par année d'ancienneté au-delà de la 20e année ;
 - au-delà de 30 ans : 1/3 de mois par année d'ancienneté au-delà de la 30e année.**Indemnité plafonnée à 1 an de salaire** sous réserve du respect des règles relatives à l'indemnité légale de licenciement.

Salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité : 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte qu'au prorata temporis.

- **Disposition pour les cadres :**
 - De 0 à 5 ans : 3/10 de mois par année d'ancienneté à compter de la 1re année ;
 - De 6 à 10 ans : 4/10 de mois par année d'ancienneté au-delà de la 5e année ;
 - De 11 à 15 ans : 5/10 ème de mois par année d'ancienneté au-delà de la 10e année ;
 - Au-delà de 15 ans : 6/10 ème de mois par année
- + 10% de l'indemnité si + de 50 ans + 25% si plus de 55 ans ; Indemnité plafonnée à 18 mois de salaire.

- En ce qui concerne le départ en retraite, une indemnisation est due au salarié : elle est d'un mois pour les plus de 5 ans, de 2 mois pour 10 ans, de 3 mois pour 15 ans, de 4 mois pour 20 ans de 5 mois pour 25 ans et de 6 mois au delà de 30 ans.

L'EPCE ARB NA L'EPCE s'engage à reprendre, autant que permis par le droit public, les éléments essentiels concernant les qualifications, le temps de travail, le salaires et avantages sociaux, que ce soit dans le contrat de travail des agents ou les documents cadres de l'établissement, en particulier le règlement intérieur, le protocole d'accord sur le temps de travail, les délibérations sur la politique sociale de l'établissement(...)Ces dispositions seront également soumise à l'approbation du conseil d'administration de l'EPCE avec toutes les conséquences de droit.

Il sera laissé un délai raisonnable de réflexion d'un mois à chacun des salariés avant de faire connaître leur décision, à savoir **au plus tard le 2 novembre 2023**.

Il est convenu entre les parties que concernant Madame Manon BERCY, son transfert si elle l'accepte sera plus tardif à savoir à compter du 1^{er} janvier 2024. En cas de refus de Madame BERCY, son licenciement interviendra à compter du 1^{er} janvier 2024, la laissant en fonction au sein de l'association ARB NA jusqu'au 31 décembre 2023 pour réaliser les opérations comptables nécessaires à la clôture des comptes de l'association.

Il appartiendra à l'EPCE ARB NA d'assumer les conséquences juridiques et pécuniaires d'une décision de refus de la part des salariés de l'association conformément aux dispositions de l'article L. 1224-3 du code du travail sus rappelées (page 8).

L'association ARB NA indique qu'elle n'a connaissance, à ce jour, d'aucune action judiciaire en cours qui pourrait l'impliquer.

Dans le cas où un tiers exercerait un contrôle ou un recours pour la période de gestion réalisée par l'association ARB NA, celle-ci devra être prévenue par lettre recommandée avec accusé réception dans un délai de 8 jours à compter du contrôle ou du recours pour exercer sa défense. A défaut, la garantie précitée ne pourra être mise en œuvre.

L'EPCE ARB NA fait son affaire de toute contestation qui pourrait émaner d'un salarié et qui aurait pour cause le transfert d'activité. Il en assumera les conséquences déchargeant ainsi l'association ARB NA de toute dette de ce chef.

Il est précisé que le conseil d'administration de l'EPCE a accepté, pendant la période précédant les élections des représentants du personnel de l'EPCE, de maintenir Madame Valérie BARBIER, en sa qualité d'élue titulaire représentant le personnel ou de Madame Mélanie NUNEZ en sa qualité de suppléante et si Mme Barbier est absente.

ARTICLE 6 : PROPRIETE ET JOUISSANCE

L'EPCE ARB NA aura, à compter du 1er décembre 2023, la pleine propriété des éléments attachés à l'activité ainsi que la jouissance à compter de cette date de tous les droits et prérogatives attachés.

Les risques sont transférés à l'EPCE ARB NA à compter de cette même date.

ARTICLE 7 : LIEUX OCCUPES PAR L'ASSOCIATION

L'association ARB NA occupe les locaux à usages exclusifs de bureau situés aux adresses suivantes

- Immeuble ANTARES, situé en Zone d'activité du Téléport et du Futuroscope à Chasseneuil du Poitou, selon un bail commercial initial conclu le 14 mars 2007, et modifié par deux avenants signés respectivement les 26 juin 2007 et 10 juillet 2009
- 87, quai de Queyries à BORDEAUX selon un bail commercial signé le 22 novembre 2014 et soumis volontairement au statut des baux commerciaux régis par les articles L.145-1 à L.145-60, et R.145-1 à R.145-33 du code de commerce.

L'EPCE ARB NA entend occuper les locaux susvisés en lieu et place de l'association.

L'association ARB NA a informé, par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 31 juillet 2023 les bailleurs de l'opération de transfert de l'intégralité de son activité et des moyens associés au profit de l'EPCE ARB NA à compter du 1^{er} décembre 2023, et de sa dissolution ensuite du transfert.

Un avenant sera conclu avec les bailleurs des locaux susvisés et l'EPCE ARB NA sans aucune indemnité à devoir par l'association ARB NA (*attente confirmation du bailleur pour Chasseneuil mais ok pour Bordeaux*)

ARTICLE 8 : CONTRIBUTIONS- TAXES-CHARGES

S'agissant des contributions, taxes et charges, l'EPCE acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, des impôts, contributions et impositions locales ainsi que les charges de toutes natures auxquelles il peut être assujéti.

ARTICLE 9 : TRANSFERT ET CONSERVATION DES ARCHIVES

L'association ARB NA dispose au sein de ses locaux d'archives numériques et/ou papier, comptables, fiscales, sociales, administratives, et éléments relatifs à son activité, et actions menées

L'EPCE ARB NA se voit transférer l'obligation de conservations des documents suivants :

- Documents civils et commerciaux
- Documents fiscaux
- Documents sociaux (bilans, comptes de résultats, rapports du commissaire aux comptes, PV CA et AG,
- Documents de gestion des salariés (observations de l'inspection du travail, contrôles et vérifications de la part du Comité social et économique/ Déclarations d'accidents du travail à la Caisse primaire d'assurance maladie/ Documents relatifs à la comptabilisation des jours de travail des salariés sous convention de forfait/ Archives relatives à la comptabilisation des horaires des salariés, des heures d'astreinte et de leurs compensations/ Archives relatives à la taxe sur les salaires et aux charges sociales/ Archives concernant les salaires, les primes, les contrats des salariés, les indemnités, les régimes de retraites ainsi que les soldes de tout compte/ Registre unique du personnel/ Bulletins de paie / Fiches de paie)
- Documents et pièces comptables

L'intégralité de ces archives seront transférées à compter du 1^{er} décembre 2023 à l'EPCE ARB NA qui sera chargé de les conserver aussi longtemps que l'exige la loi, les règlements et les engagements contractuels transférés.

L'EPCE ARB NA sera tenu de répondre aux demandes des administrations et organismes financeurs en cas de contrôle ou de réclamation.

ARTICLE 10 : CONDITIONS FINANCIERES (à compléter avec éléments comptables)

L'association ARB NA s'engage, après avoir établi le compte de son activité de l'exercice 2023, à une dévolution de son actif financier au bénéfice de l'EPCE ARB NA sous réserve des provisions nécessaires à la procédure de liquidation de l'association. (un devis sera demandé à un liquidateur par l'association).

Les conditions financières définitives seront réalisées dans un délai d'un an à compter de la clôture du dernier exercice approuvé par le commissaire aux comptes de l'association, DUO SOLUTIONS Monsieur Jean-Paul Deranlot commissaire aux comptes.

Le transfert de l'actif financier conformément à la présente convention, mettra fin à toute garantie de passif, et ce quel que soit la nature ou la date d'origine de ce passif (après situation comptable de fin novembre).

Une situation comptable a été établie au 31 juillet 2023. Il en ressort : *(est en cours de traitement chiffres à recevoir).*

ARTICLE 11 : GARANTIES- DECLARATIONS

L'association ARB NA confirme expressément :

1. En dehors des engagements figurants dans ses livres et documents comptables, elle n'a et n'aura aucun engagement anormal en ce qui concerne l'activité transférée ;
2. Elle est la propriétaire légitime des éléments qui font partie de l'activité transférée ;
3. Depuis sa création, l'activité a été gérée conformément aux principes professionnels généralement admis, et n'a supporté et ne supportera aucune charge ou obligation autre que celle lui incombant normalement à raison de son exploitation ;
4. Les livres comptables ont toujours été tenus en bonne et due forme selon les pratiques habituelles et donnent une vue exacte sur la situation des actifs ;
5. Il n'existe aucune interdiction administrative, judiciaire ou autre, tendant à paralyser totalement ou partiellement l'exploitation de l'activité transférée ;
6. Elle a communiqué à l'EPCE ARB NA toutes les informations relatives à l'activité. A ce jour, aucun procès, procédure prud'homme ou d'arbitrage ou réclamation n'est en cours.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, et de ses suites, il est précisé que pour l'association ARB NA, il sera fait élection de domicile au siège indiqué en tête de la présente convention jusqu'au jour de sa dissolution prévue le 30 novembre 2023. A compter du 1^{er} décembre 2023, il sera fait élection de domicile au siège du liquidateur de celle-ci qui sera nommé ensuite de la décision de dissolution prononcée par l'assemblée générale extraordinaire.

En ce qui concerne l'EPCE ARB NA, il sera fait élection de domicile au siège tel qu'il est indiqué en tête de la présente convention.

ARTICLE 13 : JURIDICTION :

Tout litige sur l'interprétation de l'exécution du présent contrat sera de la compétence du Tribunal Administratif de Poitiers situé 15 rue de Blossac à Poitiers.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux

Monsieur Alain DUTARTE
Président de l'association ARB NA

Monsieur Guillaume RIOU
Président de l'EPCE ARB NA

ANNEXES

1. Statuts de l'association dénommée Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle Aquitaine (ARB NA)
2. Procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'Association Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle Aquitaine réunie le 13 juin 2023
3. Arrêté en date du 3 juillet 2023 pris par le préfet de la région nouvelle Aquitaine portant création de l'établissement public de coopération environnementale « Agence régionale de la biodiversité nouvelle aquitaine » comportant en annexe les statuts de ce nouvel établissement
4. Arrêté en date du 4 juillet 2023 pris par le préfet de la région nouvelle Aquitaine portant nomination de la comptable de l'établissement public de coopération environnementale « Agence régionale de la biodiversité nouvelle aquitaine »
5. Procès-Verbal du CA/ AG de l'Association ARB NA approuvant le projet de convention de transfert et autorisant le Président à procéder à sa signature
6. Procès-verbal du CA de l'EPCE ARB NA approuvant le projet de convention de transfert et autorisant son président à la signer
7. Inventaire des biens matériels de l'Association
8. Tableau des salariés transférés
9. Organigramme des salariés de l'Association ARB NA
10. Organigramme des postes proposés par l'EPCE ARB NA dans le cadre de l'opération de transfert
11. Bail commercial du 14 mars 2007
12. Avenant n°1 au bail commercial du 14 mars 2007
13. Avenant n°2 au bail commercial du 14 mars 2007
14. Bail commercial du 22 novembre 2014
15. Liste inventaires des données immatérielles transférées par l'Association
16. Etat des lieux comptable (à la clôture comptable)

